

La rue, nouvel espace de mobilisation politique ?

■ On parle souvent de crise de la participation politique, en France comme ailleurs : la hausse des taux d'abstention lors des différents scrutins serait symptomatique d'un processus de dépolitisation, c'est-à-dire de désintérêt croissant des citoyens pour la chose politique. Dans les sociétés démocratiques occidentales, la figure du citoyen serait pour ainsi dire supplantée par la figure d'un consommateur que caractériserait l'hédonisme et l'indolence politique, ouvrant la voie à de nouvelles formes de despotisme. La jeunesse serait tout particulièrement concernée par cette évolution. Certains observateurs, plus ou moins alarmistes, proposent comme solution le vote obligatoire, déplacé un jour de semaine, pour que les départs en week-end, dîners de famille et grasses matinées ne puissent être avancés comme excuses à la

non-participation. Voilà qui contribuerait à re-politiser la société, comme s'il s'agissait de donner un caractère politique à ce qui n'en avait plus. C'est pourtant confondre deux choses bien distinctes : la sensibilité aux enjeux politiques, variable sociétale, et la participation au scrutin, variable institutionnelle. C'est ce que suggère l'exemple du Vietnam, où l'absence d'élections démocratiques n'empê-

che pas la mobilisation de la société civile dans la construction de véritables enjeux politiques. Cette année encore, la forte mobilisation des étudiants au Chili et en France, et le soutien massif reçu de la part de l'opinion, ont témoigné d'un certain intérêt pour la chose publique. La rue deviendrait-elle le lieu de nouveaux répertoires d'action citoyenne ? Dans un contexte de désaffection de la classe politique et des formes classiques de la participation, que nous apprennent ces mobilisations sur la construction d'enjeux politiques qui ne seraient plus le seul fait de l'offre partisane ? La presse et les nouvelles technologies de l'information et de la communication, remplaceraient-elles les structures partisanes dans la coordination de l'action citoyenne ? Voilà les questions au cœur de cette rubrique, qui nous invite à repenser les liens entre le citoyen et la chose publique. ■

Re-politiser la société, comme s'il s'agissait de donner un caractère politique à ce qui n'en avait plus.



Une lecture de la politisation de la jeunesse au Chili

Interview de Victor Hugo de la Fuente

Au mois de mai 2006, d'importantes manifestations étudiantes ont secoué le Chili. Pourriez-vous nous présenter les raisons qui ont poussé la jeunesse étudiante chilienne à se mobiliser ?

V. H. F. – C'est un mouvement qui a marqué au Chili. C'était au début du mois de mai. Des élèves des lycées ont commencé à se mobiliser pour des motifs au début très concrets. Ils demandaient la gratuité de l'inscription à la PSU¹ et la gratuité des titres de transports scolaires. Puis le mouvement a commencé à prendre une ampleur étonnante. Il a commencé avec les lycées d'État, l'éducation publique, mais les étudiants des lycées privés ont eux aussi commencé à se mettre en grève, ce qui ne s'était jamais vu au Chili. Le mouvement a donc commencé à prendre de l'ampleur en termes de nombres d'étudiants. Il a aussi pris de l'ampleur dans les demandes. Petit à petit, ils ont commencé à demander que l'éducation ne soit plus une marchandise, un privilège, mais qu'elle soit pour tout le monde, et là ils ont demandé la fin de la LOCE (Loi organique constitutionnelle sur l'éducation). C'est une loi que Pinochet a fait passer le dernier jour de sa dictature, le 10 mars 1989 ! Et le 11 mars il a rendu le pouvoir. C'est une loi vraiment bâclée, complètement néo-libérale. Le mouvement a commencé comme ça et s'est fini avec un soutien de toute la population.

Comment ce mouvement a-t-il été reçu au Chili ? Quelles ont été les réactions de l'opinion publique et du gouvernement ?

V. H. F. – Ça a été une bouffée d'oxygène pour tout le pays. Les parents étaient contents que leurs enfants soient dans la rue : « Ah enfin ça bouge ! » Au Chili, la situation est complexe. Il y a eu dix-sept ans de dictature, mais contrairement à ce qui a pu se passer ailleurs, comme par exemple en Argentine, au Chili, la dictature n'est pas tombée : elle a disparu par un accord. Pinochet a tout négocié avant de partir (son immunité, la constitution...). Ensuite il y a eu un gouvernement de coalition centriste molle pendant également dix-sept ans, qui avait en quelque sorte « passé un accord » avec la dictature, et des lois qui empêchaient tout changement, parce qu'il fallait des majorités des deux tiers etc. En fait il n'y avait pas vraiment de volonté de changement de la part du gouvernement. Aujourd'hui c'est différent, parce que Michelle Bache- ▶▶▶

Directeur de l'édition chilienne du *Monde Diplomatique*, et directeur des éditions « *Aún creemos en los Sueños* »

►►► let a promis formellement de changer le système. Il semble que le consensus mou au Chili ait plus ou moins éclaté avec ce mouvement hors normes. Parallèlement à la sympathie de l'opinion publique, il y a eu de la part du gouvernement une attitude qui était très bizarre : d'un côté il disait « ce sont des étudiants inexpérimentés, qui demandent trop de choses, il ne faut pas faire pression, il faut discuter mais pas dans la rue, il faut reprendre l'école, etc. ». D'un autre côté, il y avait des déclarations qui disaient « c'est une grève légitime, en démocratie ». Même la Présidente Bachelet a dit à un moment « cette grève est une opportunité pour opérer un changement de fond de l'éducation ». Donc les signaux n'étaient pas toujours très clairs, mais le mouvement a aussi produit quelque chose dans le gouvernement.

Comment un mouvement de cette ampleur s'est-il organisé ? Selon quels modes de mobilisation et de participation ?

V.H.F. – Il a fonctionné par assemblées : chaque lycée réunit une assemblée et désigne des « porte-parole », (pas des délégués mais des porte-parole, qui parfois changent en cours de route...) qui vont dans une assemblée plus large, avec des porte-parole de tous les lycées. C'est

un mouvement très démocratique, et très horizontal : ils disent qu'ils n'ont pas de dirigeants. Ils n'ont pas de structure verticale, mais seulement des porte-parole des jeunes. Bien sûr c'est un mouvement qui est compliqué à construire, parce qu'il y a beaucoup de débats. Mais il a pris une force énorme, car les étudiants se sont identifiés à ce mouvement qui n'était pas loin d'eux : le mouvement, c'était eux.

Il faut bien comprendre que ce mouvement est quelque chose de nouveau par son ampleur. Bien sûr il y a eu le premier forum social au Chili, qui a été quelque chose d'étonnant, parce qu'il y a eu 60 000 personnes dans la rue et qu'une manifestation de 60 000 personnes n'avait pas eu lieu au Chili depuis la dictature. Mais cette mobilisation des étudiants a mis des centaines de milliers de gens dans la rue, des jeunes, et a fini début juin avec une mobilisation générale, soutenues par les professeurs, les employés d'État, diverses associations, la centrale unique des travailleurs etc. C'était une mobilisation vraiment énorme, comme on en n'avait jamais vu au Chili, depuis peut-être le temps d'Allende avec des mobilisations énormes dans les années 1960, mais depuis trente ans il n'y avait pas eu de mobilisation comme ça.

Je voudrais ajouter quelque chose qui me semble significatif. Le forum social s'est créé à partir de petits groupes (comme Attac, etc.) qui ne représentaient rien au Chili. Mais ça s'est développé selon la même structure : dans le forum, il n'y avait pas de pouvoir, pas de dirigeant, pas de structure verticale, tout était possible. Honnêtement dans les dernières semaines avant le forum, je voyais des panneaux écrits à la main partout disant : « Il va y avoir un forum. » Je ne savais pas trop quoi penser... Et puis ce qui a beaucoup aidé, c'est bien sûr que Bush est venu au Chili à ce moment-là. Mais ce que je voudrais dire, c'est que ce forum, les gens l'ont pris comme étant « à eux ». C'est pareil pour le mouvement étudiant :

“ C'était une mobilisation vraiment énorme, comme on en n'avait jamais vu au Chili, depuis peut-être le temps d'Allende. »



même si c'est compliqué à gérer, à organiser, c'est un mouvement autonome, qui est né de manière autonome, et qui prend sa place.

En France on parle beaucoup d'une dépolitisation de la jeunesse, mais la crise du CPE a un peu relativisé ce constat. Quel est le degré de politisation de la jeunesse au Chili ?

V.H.F. – Je crois que c'est un problème mondial, quand on dit « les jeunes ne s'intéressent pas à la politique ». En général, ils s'intéressent beaucoup moins à la politique partisane, mais le propre des jeunes est de s'intéresser à ce qui se passe dans le monde, et de lutter contre ce qui leur semble injuste. Donc de ce point de vue, s'il n'y avait pas eu de vraie mobilisation jusqu'ici, je crois que c'était à cause d'une série de choses liées à la société chilienne, qui ne donnait pas d'espace pour ces mobilisations. Mais cette mobilisation a montré tout de suite qu'il y avait un intérêt pour défendre des choses qui allaient dans le sens de la justice. Alors, il y a une politisation, mais ce n'est pas une politisation partisane. C'est plus le fait de comprendre qu'ils vivent dans une société, que si ils ne luttent pas, ils ne vont pas obtenir les choses, qu'il faut travailler avec les autres secteurs. N'oublions pas que leurs demandes ont aussi été politiques : ils ont commencé par demander quelque chose qui n'avait qu'un rapport avec l'argent, et ils ont fini par demander quelque chose de politique sur la loi de Pinochet. Donc le mouvement s'est politisé dans ce sens; et tant mieux. Il y a une certaine politisation très intéressante, mais une politisation qui n'est pas partisane. ■

1. PSU : Prueba de Selección Universitaria, équivalent du « baccalauréat » français.

La jeunesse dans la crise du CPE, un an avant l'élection présidentielle de 2007 : protestation, politisation, défiance, distance ?*

Anne Muxel,
avec la collaboration de Viviane Le Hay

La mobilisation contre le CPE a mis une fois de plus une partie de la jeunesse sur le devant de la scène politique française. Depuis une vingtaine d'années, quel que soit le type de réforme touchant au système éducatif ou aux dispositifs d'articulation entre le système de formation et l'emploi, et quels que soient le gouvernement ou le camp politique qui en soient à l'origine, une opposition systématique menée par les mouvements étudiants et lycéens, plus ou moins organisés au sein de coordinations autonomes ou de représentations syndicales, bloque le processus et conduit au retrait du projet. Après deux mois de manifestations qui ont mis dans la rue plusieurs centaines de milliers de jeunes, pour la plupart étudiants, et vu s'exprimer des formes de contestation assez radicales, le gouvernement de Dominique de Villepin a fini par s'incliner, et ce d'autant plus que l'opinion publique était très largement ralliée à la protestation. Les deux tiers des Français étaient pour le retrait de la réforme et près de huit jeunes sur dix. Ce nou- ►►►

Enquête réalisée par l'IFOP Baromètre politique français (2006-2007) CEVIPOF-ministère de l'Intérieur (extraits)

►►► vel épisode révèle l'ampleur des profonds dysfonctionnements qui touchent le système de formation français et les conditions de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes générations quels que soient leurs niveaux de diplôme et de qualification. Un sentiment de vulnérabilité et de précarisation s'est largement diffusé au sein des catégories de la jeunesse jusqu'à présent relativement préservées. Le partage relatif de cette même expérience générationnelle, où somme toute les risques de déclassement pour les diplômés et d'exclusion pour les non-diplômés, sont perçus comme faisant partie d'une même communauté de destins, éclaire l'importance de la mobilisation, et son soutien par une large partie de l'opinion. Mais cette mobilisation est aussi emblématique et exemplaire des formes actuelles de politisation de la jeunesse dans le contexte français. Tout d'abord, elle confirme la forte réactivité politique des jeunes, et surtout de la jeunesse scolarisée, dès lors qu'un enjeu particulièrement impliquant ou grave paraît menacer des valeurs universalistes auxquelles ils sont attachés (par exemple, la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle de 2002) ou que le pouvoir en place cherche à réformer le système de formation. Ensuite, ce mouvement contre le CPE traduit le potentiel protestataire alimenté par une forte dynamique de « politisation négative » à l'œuvre dans l'ensemble de la population, mais encore plus intensément au sein des jeunes générations. Plus réactive et défensive qu'offensive et propositionnelle, cette forme de politisation débouche souvent sur la revendication d'un statu quo plutôt que sur des projets résultant d'identifications positives et porteuses de véritables alternatives. S'y expriment d'abord le mécontentement ainsi qu'une volonté de sanctionner les gouvernements en place. Plus largement, cette mobilisation traduit une fois de plus le malaise général à l'égard de la représentation politique qui sévit en France depuis maintenant

une vingtaine d'années. Particulièrement accentué dans les jeunes générations, ce malaise contribue à creuser un vrai déficit de confiance à l'égard de la classe politique dans son ensemble et tout particulièrement vis-à-vis des grands partis de gouvernement. Enfin, cette mobilisation n'a pas été sans révéler les fractures sociales et politiques qui sont à l'œuvre au sein même de la jeunesse. [...]

Des jeunes porteurs du malaise social et politique des Français

Bien des phénomènes qui caractérisent le rapport des jeunes à la politique se retrouvent dans l'ensemble de la population. Tel un miroir grossissant, ils en accentuent souvent les traits les plus saillants, mais ils participent pour l'essentiel à une dynamique d'attitudes et de comportements qu'ils partagent avec leurs aînés.

Ainsi observe-t-on, certes avec quelques inflexions significatives, le même malaise à l'égard de la représentation politique qui caractérise le rapport des Français à la politique : une défiance importante à l'égard de l'ensemble de la classe politique, un affaiblissement des identifications politiques structurées à partir du clivage gauche-droite, un faible intérêt pour la politique, enfin un potentiel protestataire élevé.

Le déficit de confiance apparaît tout particulièrement important, et signale l'ampleur du malaise ressenti non sans conséquence sur les choix qui seront établis lors des prochaines échéances électorales de 2007. La classe politique a là un véritable défi à relever, notamment pour convaincre les nouveaux électeurs dont les choix ne seront pas sans peser sur le verdict des urnes. Plus des

CE MOUVEMENT
CONTRE LE CPE
TRADUIT LE POTENTIEL
PROTESTATAIRE
ALIMENTÉ PAR UNE
FORTE DYNAMIQUE
DE « POLITISATION
NÉGATIVE ».



deux tiers des Français (69 %) n'ont confiance ni dans la gauche ni dans la droite pour gouverner, et 71 % des 18-30 ans. Ce résultat doit être rapproché de la difficulté ressentie par un nombre sans cesse croissant de Français pour se positionner dans le cadre du clivage gauche-droite : près d'un Français sur quatre se définit ni de gauche ni de droite (37 %), et les jeunes sont encore plus nombreux (43 %) à ne pas se reconnaître dans un espace politique défini par la bipolarité gauche-droite. Un fossé s'est donc gravement creusé entre les Français et leur représentation politique, que traduit d'ailleurs le faible intérêt qu'ils portent à la politique, jeunes et moins jeunes confondus : 56 % s'intéressent peu ou pas du tout à la politique, 57 % des 18-30 ans, et les femmes apparaissent encore plus en retrait (65 % des Françaises âgées de 31 ans et plus, et 64 % parmi celles qui ont entre 18 et 30 ans ne s'intéressent pas à la politique).

Ce malaise à l'égard de la représentation politique se traduit aussi par une forte disposition protestataire. Un Français sur deux (50 %) se dit prêt à participer à une manifestation pour défendre ses idées, et davantage encore les hommes que les femmes (54 % contre 40 % des femmes parmi les 31 ans et plus) et près de deux jeunes sur trois parmi les 18-30 ans (62 %). Les plus jeunes (67 % des 18-24 ans) se montrent encore plus déterminés ainsi que les jeunes hommes (66 % contre 57 % des jeunes femmes âgées de 18 à 30 ans).

Le potentiel protestataire des jeunes est toujours plus élevé, mais cette enquête confirme la diffusion de cette disposition à d'autres catégories d'âge et de population. Si celui-ci ne débouche pas nécessairement sur une participation réelle à des manifestations, il signe en tout cas une légitimation croissante de la protestation dans l'opinion.

La crise du CPE n'est sans doute pas étrangère à ces chiffres importants révélant une population française particulièrement réactive et potentiellement mobilisable pour faire entendre son mécontentement ou des revendications autrement que

par la voie des urnes. À un an des échéances électorales de 2007, cette propension à la protestation doit être prise en compte et circonscrit pour l'ensemble de la classe politique une marge de manœuvre étroite pour établir sinon des réformes en tous cas des propositions crédibles. ■

Source : Baromètre politique français (2006-2007) CEVIPOF-ministère de l'Intérieur

1. Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire. Le BPF 2006-2007 se déroule en quatre vagues de mars 2006 à janvier 2007 réalisées par l'IFOP. Les données seront également déposées et disponibles auprès du Centre de données sociopolitiques de Sciences Po au printemps 2007.

MOBILISATION CONTRE LE CPE

16 janvier 2006 :

annonce de la création du Contrat première embauche

24 janvier 2006 :

le gouvernement annonce l'examen en urgence du projet de loi sur l'égalité des chances incluant le CPE. Les confédérations syndicales (sauf la CFE-CGC), l'UNEF, l'UNL et la Confédération étudiante appellent à manifester.

9-27 février 2006 :

l'Assemblée nationale adopte le CPE après une longue bataille de procédure. Les 14 et 16 février, plusieurs milliers d'étudiants et de lycéens manifestent à Paris, Toulouse, Rennes et Lyon. Le débat sur le CPE débute le 27 février au Sénat, qui acceptera le texte le 1^{er} mars.

1^{er}-8 mars 2006 : de nombreuses universités

... sont en grève. Blocages, filtrages ou fermeture totale des universités sont décidés par les assemblées générales des étudiants en grève. Onze partis et formations de gauche et d'extrême gauche réaffirment leur hostilité au CPE. D'importantes manifestations sont organisées dans toute la France.

12-13 mars 2006 : sur TF1, Dominique de Villepin confirme que le CPE « s'appliquera » dans les prochaines semaines.

17 mars 2006 : les Français sont à 68 % favorables au retrait du CPE, selon un sondage CSA.

18-19 mars 2006 : syndicats de salariés, étudiants et lycéens revendiquent près d'un million et demi

... de personnes dans la rue dans toute la France. Les syndicats brandissent la menace d'une grève générale en France après avoir lancé un appel « solennel » au retrait du CPE, que le gouvernement de Dominique de Villepin continue de refuser.

28 mars 2006 : entre un et trois millions de manifestants défilent dans toute la France.

12 avril 2006 : les députés adoptent, par 151 voix pour et 93 contre, la proposition de loi qui remplace l'article 8, instituant le CPE, de la loi sur l'égalité des chances.



* *The Boston Globe*

Fondé en 1872 par six hommes d'affaires, le grand journal de la Nouvelle-Angleterre, sérieux, informé, se distingue aussi par ses reportages photographiques et sa rubrique sportive.

in « Boston Globe* », *Courrier International* n° 838, 23 novembre 2006

Place à la cyberopposition

Les dissidents, qui veulent faire évoluer le système vers une démocratie multipartite, utilisent de mieux en mieux Internet pour faire circuler leurs idées réformatrices. Une génération galvanisée par la chute du mur de Berlin.

Nguyen Khac Toan est une figure clé du mouvement dissident vietnamien. Cet ancien officier de 55 ans, amnistié et remis en liberté en janvier dernier après avoir été accusé d'espionnage, en 2002, pour avoir communiqué avec des groupes de l'opposition exilés en France, est assigné à résidence jusqu'à la fin de 2008 dans sa maison du vieux quartier de la capitale. Grâce à Internet, Toan poursuit néanmoins ses activités politiques. Avec d'autres défenseurs de la démocratie, il a participé à la fondation du Bloc 8406, qui doit son nom à la date de sa création, le 8 avril 2006. Le Manifeste pour la liberté et la démocratie, diffusé par le Bloc, a déjà recueilli plus de 2 000 signatures. Toan a également pris part à la création d'un parti politique en juin et tenté de lancer un journal indépendant en août. Au mois d'octobre, lui et treize autres militants ont annoncé la formation d'un syndicat indépendant. La police ne les a pas ignorés. « Depuis la mi-août, nous sommes victimes d'une sévère répression », a indiqué Toan lors d'une interview de six dissidents de Hanoi. « J'ai subi des interrogatoires pendant douze jours, ma maison a été perquisitionnée illégalement et on m'a confisqué mon ordinateur, mon téléphone porta-

ble, ainsi que des livres sur la démocratie. » Pour sa part, l'avocat Nguyen Dai, qui a défendu nombre de dissidents, s'est présenté en tant que candidat indépendant à l'Assemblée nationale, mais sans succès. Lors d'une récente interview, il a expliqué que le souhait des dissidents était de voir leur pays devenir une démocratie multipartite comme la Corée du Sud. « Les Sud-Coréens ont tiré beaucoup de leçons de l'expérience américaine et les ont adaptées à l'Asie, a-t-il dit. Nous pensons que c'est la meilleure approche pour le Vietnam. » Dai fait partie d'une nouvelle génération de dissidents, qui sont âgés d'une trentaine ou d'une quarantaine d'années. Galvanisés par l'effondrement du communisme en Europe de l'Est, ils ont espéré que de tels changements auraient lieu aussi dans leur pays. Quand le mur de Berlin est tombé, en 1989, Dai travaillait dans une usine est-allemande. Si les dissidents de la



vieille génération – comme l’ancien directeur de l’Institut d’études du marxisme-léninisme Hoang Minh Chinh, 84 ans, et le moine Thich Quang Do, 77 ans, de l’Église bouddhiste unifiée (interdite par le régime) – poursuivent leur lutte contre le régime, le mouvement d’opposition est surtout animé par une jeune génération qui s’est familiarisée avec des idées politiques nouvelles lors de séjours d’études à l’étranger ou sur le réseau Internet. En 2005, les blogs ont proliféré au Vietnam, même si la plupart restent prudemment apolitiques. La loi vietnamienne interdit d’utiliser le web pour attaquer le régime ou troubler l’ordre public. Un pare-feu national tente de bloquer l’accès aux sites politiques, mais quantité d’internautes parviennent à passer au travers.

LA LOI VIETNAMIENNE INTERDIT D’UTILISER LE WEB POUR ATTAQUER LE RÉGIME OU TROUBLER L’ORDRE PUBLIC.

Nguyen Tien Trung, étudiant en informatique de 23 ans, est l’un des jeunes dissidents les plus connus sur Internet. Ayant perdu ses illusions sur le régime vietnamien pendant un séjour d’études en France, il a adressé au ministère de l’Éducation une lettre ouverte très acerbe, qui a beaucoup circulé sur Internet via les blogs et les courriels. « Dans mon école, en France, il n’y avait pas de matières politiques comme l’étude du marxisme-léninisme », explique Trung, de Copenhague, où il vit aujourd’hui. « Mais mes amis qui font polytechnique au Vietnam doivent y consacrer beaucoup de temps. Je pense que c’est l’une des raisons pour lesquelles le niveau d’éducation des Vietnamiens n’est pas très élevé. » Trung, qui a créé un site dénommé Jeunes démocrates du Vietnam, est convaincu que la grande majorité des étudiants vietnamiens résidant à l’étranger

sont hostiles au régime à parti unique. Le regain d’activités dissidentes a coïncidé avec une multiplication des manifestations à Hanoi et à Hô Chi Minh-Ville, le plus souvent pour protester contre des réquisitions de terrains [voir CI n° 825, du 24 août 2006]. Ces rassemblements comptent parfois plusieurs centaines de paysans venus de lointaines provinces. Bien que contrôlée par l’État, la presse vietnamienne est elle aussi de plus en

plus critique. Cette année, les journaux ont fait état de scandales au sein des ministères des Transports et de l’Éducation, et tout récemment ils ont accusé de népotisme et de magouilles immobilières le gouverneur de la Banque d’État. Cependant, le mouvement de dissidence reste limité par rapport aux protestations massives et directes

qui ont apporté la démocratie multipartite dans des pays comme la Corée du Sud, les Philippines et l’Indonésie. La majorité des Vietnamiens, jeunes ou vieux, semblent satisfaits de leur gouvernement. La croissance économique atteint un taux annuel de 7 % à 8 %. Et, pour beaucoup, le patriotisme et le soutien au parti communiste ne font qu’un. ■